

SEPT VILLAGES CONTRE UNE CENTRALE

À MOINS DE 70 KILOMÈTRES DE LA CAPITALE, LES HABITANTS DE LA RÉGION PARISIENNE SE BATTENT POUR PROTÉGER LEUR CADRE DE VIE. Par Isabelle Spaak. Photos: Jean Picard/VSD

David Long est épuisé. Depuis qu'il a été élu président de l'association Pas de centrale en Basse-Automne, ce retraité britannique ne ménage ni son temps ni ses compétences pour tenter de contrer l'installation d'une centrale électrique à cycle combiné au gaz, sur le plateau qui surplombe le village de Saint-Vaast-de-Longmont, dans l'Oise, où il réside.

Projet phare du fournisseur privé Direct Énergie (450 000 clients en 2009 et 300 millions d'euros de chiffre d'affaires), principal concurrent d'EDF depuis la libéralisation du marché, cette « usine à gaz » d'une puissance de 800 mégawatts s'inscrit dans la nouvelle politique énergétique de la France. Celle-ci prévoit la construction d'une vingtaine d'unités en remplacement des centrales thermiques au

Outre le saccage du paysage, ce seront de 600 à 900 kilos de rejets gazeux par seconde

charbon, trop polluantes. Jusque-là, rien d'extraordinaire. Excepté les méthodes et le choix de l'implantation. « C'était le jour de la rentrée des classes. Une maman m'a demandé si j'étais au courant qu'ils allaient faire du gaz avec l'eau de l'Oise sur le plateau. J'étais sidéré. Je n'imaginai pas que l'on puisse encore faire des investissements avec des énergies fossiles » (sic), se souvient Laurent Chaumeny, vice-président de l'association, forte de plus d'un millier d'adhérents. Outrée d'avoir appris le projet par une indiscretion dans la presse, la population s'organise.

En ligne de mire, les élus de la Communauté de communes de Basse-Automne (CCBA) et le maire de Verberie, tout particulièrement. Les militants reprochent à ce dernier de n'avoir pas fait clairement figurer cette initiative à son programme avant les élections municipales de mars 2008. Outre Saint-Vaast-de-Longmont, six autres communes limitrophes créent des antennes locales de contestation.

Partout, des panneaux, des banderoles, des affiches bricolées fleurissent dans les champs, sur les façades des maisons. Car c'est toute une région qui risque d'être dénaturée.

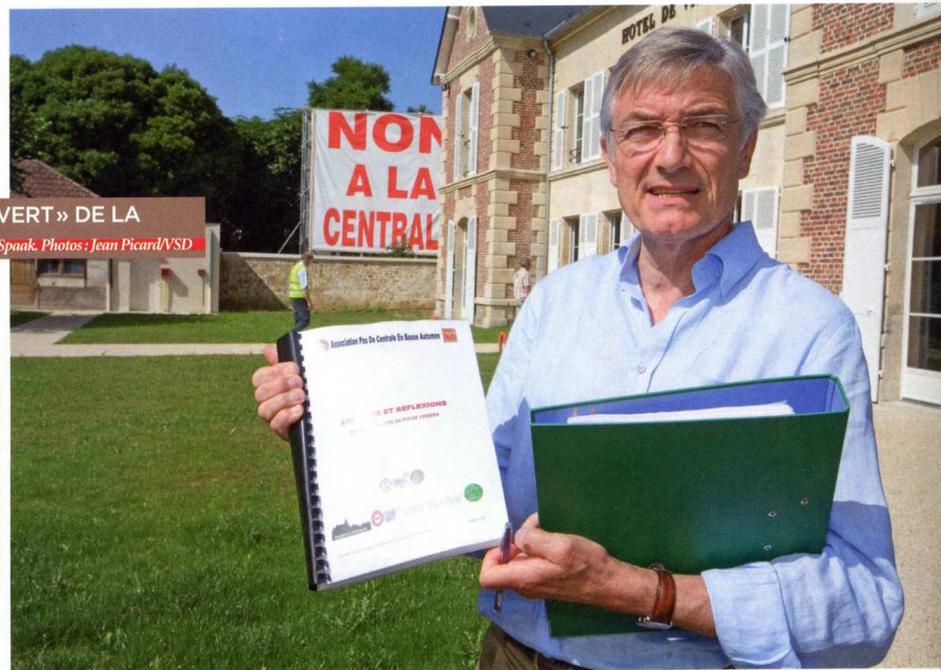
UNE TRAME VERTE

Situé près du Parc naturel régional et d'une zone classée Natura 2000, le terrain est « une formidable réserve de biodiversité ». Chauves-souris, insectes et « un spécimen de mouche très rare », précise David Long, y ont élu domicile. Entre les forêts de Compiègne, d'Halatte et de Retz, les 30 hectares acquis par Direct Énergie abritent surtout le dernier « biocorridor » permettant au gibier de circuler. « Ce que Jean-Louis Borloo appelle une trame verte », indique Laurent Chaumeny. Outre le saccage du paysage, ce seront de 600 à 900 kilos de rejets gazeux par seconde, des centaines de tonnes de polluants par an et la nuisance sonore d'une rue à fort trafic.

Ni bruit intempestif ni produits chimiques, tempère Xavier Caitucoli,

EN PREMIÈRE LIGNE

Président de l'association Pas de centrale, David Long représente plus de mille personnes opposées au projet industriel à Verberie.



P-DG de Direct Énergie. « On met de l'eau, on fait brûler, la chaleur produite de la vapeur qui fait fonctionner les turbines. Ce qui sort des cheminées, c'est ce qui y est entré. » Sous les lignes à haute tension, à proximité d'un gazoduc et d'une boucle de l'Oise, la localisation est idéale pour l'industriel.

L'impact visuel? « Placez-vous à distance du bois en contrebas et regardez en direction du site, conseille Xavier Caitucoli. Si vous n'apercevez pas la tête

“ Si vous n'apercevez pas les pylônes, à l'avenir vous ne verrez rien ”

Xavier Caitucoli, P-DG de Direct Énergie

des pylônes, à l'avenir vous ne verrez rien. » Faux, s'énervent les opposants. Comment éviter ce « monstre » de 47 mètres de haut, et 10 mètres supplémentaires pour les tuyaux d'évacuation?

Situé à un battement d'ailes de faucon crécerelle, le château de Raray, décor choisi par Jean Cocteau, en 1945, pour son film *La Belle et la Bête*, risque ainsi de se retrouver avec une vue plongeante sur la centrale. Au grand dam du comte de La Bédoyère, son propriétaire, également

maire du village. « Nous sommes le poumon vert de la région parisienne. C'est le tourisme qu'il faut développer », tempête le sympathisant UMP. Les quarante emplois mis en avant par Direct Énergie? « Le golf et les gîtes en procurent davantage », assure-t-il. Pourtant, le comte se mord les doigts. Un recommandé officiel lui fut envoyé pour l'informer de ce « projet bling-bling », à l'époque où il pouvait encore le contester. Pourquoi n'y a-t-il pas prêté attention?

Dans son jardin à l'anglaise, David Long a cessé de se poser ce genre de question. Sept heures durant, tous les jours, il œuvre pour stimuler le processus démocratique. Le jour de clôture de la consultation publique ouverte à l'occasion de la modification du plan local d'urbanisme (PLU) de Verberie pour la transformation des terres agricoles en surface industrielle, les chiffres ont parlé : 700 lettres et 228 pages de commentaires. La plupart débutant par la même formule : « Je m'oppose à la centrale... » suivi d'arguments. De mémoire d'enquêteur, Claude Miqueu n'avait jamais connu une telle mobilisation populaire. Sera-t-elle suffisante? ■



LA FIN D'UN PAYSAGE BUCOLIQUE? Le site industriel sera situé à 550 mètres de l'église médiévale de Saint-Vaast-de-Longmont.



MOBILISATION. Vêtus de leurs gilets jaunes, les associatifs assistent à la clôture du plan local d'urbanisme, à Verberie.



IMPLANTATION CONTESTÉE. La zone en jaune figurant le site sur la carte empêche sur le « biocorridor » qui permet au gibier de circuler.



SOLIDARITÉ. Pour assurer la permanence de l'association, le dentiste de Verberie a prêté un carré de son jardin aux militants.